

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AFR 27/007/2009

ÉFAI

24 septembre 2009

Gambie. Le président Yahya Jammeh tient des propos choquants

Amnesty International trouve extrêmement regrettables les propos tenus par le président Yahya Jammeh lundi 21 septembre 2009 à la télévision nationale ; il aurait déclaré qu'il tuerait quiconque souhaite déstabiliser le pays.

En outre, le président Yahya Jammeh a expressément menacé les défenseurs des droits humains et les personnes travaillant avec eux, en insistant sur le fait que le gouvernement de Gambie ne garantirait pas leur sécurité.

Amnesty International invite le président Yahya Jammeh à revenir sans délai sur ses déclarations faites le 21 septembre et à affirmer que le gouvernement gambien s'engage à respecter, protéger et promouvoir les droits humains conformément à sa Constitution et aux obligations qui lui incombent au titre du droit international.

Par ailleurs, l'organisation demande au président de la Commission de l'Union africaine, Jean Ping, et au secrétaire exécutif de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Mohammed Ibn Chambas, de condamner les déclarations du président Yahya Jammeh dans les termes les plus sévères.

Complément d'information

En novembre 2008, Amnesty International a publié un rapport intitulé *Gambia: Fear Rules* (AFR 27/003/2008). Ce document rend compte des atteintes aux droits humains commises en Gambie par l'Agence nationale de renseignement (NIA), l'armée et la police, à l'encontre des opposants réels et présumés du gouvernement, et ce de manière courante. Il montre que, lorsque des personnes sont détenues par le gouvernement, elles sont susceptibles de subir de nombreuses violations de leurs droits humains, notamment la détention illégale, la torture en détention, les procès iniques, les disparitions forcées et les exécutions extrajudiciaires. Le 22 juillet 2009, Amnesty International et des associations de toute l'Afrique ont organisé une journée d'action pour protester contre la poursuite des violations des droits humains, et en particulier de la répression des médias, en Gambie.

FIN

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, Royaume-Uni, au +44 20 7413 5566 ou press@amnesty.org.

Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni, www.amnesty.org.